



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 14 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR

1232 RUE DE LA GARE
88430 CORCIEUX

Références : S-22-512RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR implanté 1232 RUE DE LA GARE 88430 CORCIEUX. L'inspection a été annoncée le 29/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR
- 1232 RUE DE LA GARE 88430 CORCIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006202174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ASMAR est spécialisée dans la concentration de lait

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
2910D-alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	/	Mise en demeure, respect de prescription
2910D-mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
conception des bâtiments et accessibilité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 16.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 17.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2910D-contrôle de la combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.14	/	Sans objet
2910D-détection de gaz, détection incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16	/	Sans objet
2910D-désenfumage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.4.3	/	Sans objet
2910D-explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.4.4	/	Sans objet
2910D-livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	/	Sans objet
2910D-règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1	/	Sans objet
2910D-ventilation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6	/	Sans objet
2921E-conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 a et b	/	Sans objet
2921E-conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 c et d	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 a et e	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet
2921E-consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V	/	Sans objet
2921E-état des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	/	Sans objet
déclaration GEREP	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 12.5.2	/	Sans objet
élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 14.4 et 14.5	/	Sans objet
plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 18.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
sûreté du matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 16.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en avant des points majeurs de non conformité. Quelques constats méritent un rappel formel à la réglementation. Ceux-ci ont été évoqués avec l'exploitant en fin de visite d'inspection. Grâce à cela, il s'est déjà mobilisé pour lever ces non-conformités dans un délai compatible avec ses contraintes de production.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 2910D-alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p>
<p>Constats : Les canalisations de gaz sont de couleur jaune et disposées en hauteur.</p> <p>Un dispositif manuel de coupure est accessible en dehors du bâtiment. Suite à la demande de l'inspecteur, une indication du sens de la manœuvre a été mise en place (confirmée par transmission d'une photographie le 03 mai).</p> <p>L'inspection a constaté qu'un pressostat et des capteurs de détection gaz étaient en place. En revanche, l'installation ne comporte qu'une seule vanne automatique asservie à ces capteurs au lieu de deux. L'inspection note que l'exploitant indique, par mail du 10 mai, qu'un devis est en cours d'établissement pour installer une seconde vanne de coupure.</p> <p>La chaîne de coupure est testée deux par an (dernier en date : 10/2/2022)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 2910D-contrôle de la combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.14
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>
Constats : La chaudière inspectée comporte le dispositif attendu
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare que les chaudières ont été mises en services en 1975 et 1968 (respectivement pour la chaudière principale et la chaudière de secours). L'inspection a constaté l'absence de dispositif de désenfumage. Selon l'annexe II de l'arrêté ministériel visé en référence, la prescription liée au désenfumage ne s'applique pas.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-détection de gaz, détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p>
Constats : Les détecteurs incendie attendus sont en place. La chaudière est exploitée sans présence permanente, les détecteurs renvoient donc leur alarme vers des opérateurs formés et présents à proximité 24/24. <p>Ces détecteurs sont étalonnés à chaque vérification (2 fois par an, cf. Article 2.14).</p> <p>Les détecteurs sont repérés sur un plan dédié transmis à l'inspection des installations classées le 10 mai.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance...).</p>
Constats : L'ensemble des parois présente une faible résistance (bardage simple peau)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 02 octobre 2009 susvisé.
Constats : L'exploitant a présenté le livret de chaufferie. Celui-ci correspond aux exigences du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait effectuer au moins (...) une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, (...) une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport datant du 18/12/2019. Ce rapport indique que les VLE sont respectées. L'inspection constate que l'exploitant est en retard sur la tenue des mesures attendues (échéance de 2 ans dépassée). L'inspection note également qu'au sortir de la visite d'inspection une commande a été passée au bureau APAVE pour que les mesures attendues soient effectuées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 2910D-règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes : - 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.
Constats : La chaufferie est un bâtiment indépendant; par ailleurs l'implantation des appareils de combustion respecte les distances d'éloignement attendues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2910D-ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique.
Constats : L'inspection a constaté que les locaux sont convenablement ventilés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 a et b
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en oeuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.</p> <p>Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien et de leur résistance aux actions corrosives des produits d'entretien et de traitement.</p> <p>L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.</p> <p>La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.</p> <p>b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.</p>
Constats : L'inspection a pu consulter les plans et n'a pas constaté de non conformité par rapports aux attendus des prescriptions du présent article. La visite sur site n'a pas infirmé ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 c et d
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet ;</p> <p>d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1^{er} juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p>
Constats : L'inspection a constaté l'existence des dispositifs de limitation d'entraînement vésiculaires. Par ailleurs l'exploitant a présenté une attestation de performance de ces dispositifs qui est conforme à l'objectif de 0,01 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>I.1. a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>(...)</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>(...)</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un dossier qui contient l'AMR, le plan d'entretien et les actions correctives entreprises ainsi que les procédures d'arrêt et de redémarrage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p>
Constats : Le traitement retenu associe l'eau de javel et le brome. L'inspection n'a pas de remarque à émettre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : I. 2 c) Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : L'exploitant a indiqué respecter ces fréquences.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 a et e
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : I. 3 a) La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. I. 3. e) Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : L'inspection a constaté le respect de ces prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : IV. 2) L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complet ou partiel ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en oeuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;- les modifications apportées aux installations.
Constats : L'inspection a constaté la bonne tenue du carnet de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : V. Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. (...) Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Les bilans attendus ont été transmis à l'inspection des installations classées le 03 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2921E-état des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant tient à jour mensuellement un état de ses stocks de produits dangereux. Le tableau ainsi élaboré est enregistré sur le serveur du site (serveur externe au site et donc consultable en cas de sinistre). L'exploitant indique mener une réflexion quant à une amélioration de la communication de ces informations au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conception des bâtiments et accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les locaux à risques d'explosion ou d'incendie seront équipés d'au moins deux issues opposées s'ouvrant vers l'extérieur du local et devant pouvoir être manœuvrées en toutes circonstances.
Constats : L'inspection a constaté l'existence de portes attendues. Pour définir les locaux où ce dispositif doit être mis en oeuvre, l'exploitant doit établir un plan. Il est attendu que l'exploitant mette à jour ce plan dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 12.5.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspecteur des installations classées, au plus tard le 1 ^{er} avril de l'année suivante, un bilan annuel de ses rejets chroniques ou accidentels.
Constats : L'exploitant a déposé sa déclaration annuelle GERE le 16 mars. L'échéance du 1 ^{er} avril a donc été respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 14.4 et 14.5
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les déchets non valorisables doivent être éliminés dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. (...) L'exploitant tient un registre comportant les informations suivantes : * codification selon le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets publié au JO du 20 avril 2002 ; * type et quantité de déchets produits ; * opération ayant généré chaque déchet ; * nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ; * date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ; * nom et adresse des centres d'élimination ; * nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un registre de suivi des déchets ainsi que plusieurs Bordereaux de Suivi de Déchets. L'ensemble de ces documents était dûment renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 17.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) La défense extérieure contre l'incendie de l'usine repose sur un poteau de 49 m ³ /h à proximité de l'entrée de l'usine, sur un second poteau incendie de 83 m ³ /h à environ 100 mètres et d'une réserve d'eau incendie de 120 m ³ à l'intérieur de l'usine. (...) Les moyens de secours feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. (...) L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé. Des détecteurs gaz sont installés sur les équipements de combustion fonctionnant avec ce combustible. En cas de présence de gaz, l'alimentation est coupée automatiquement et l'appareil est mis en sécurité.
Constats : La défense incendie est toujours celle décrite dans l'AP. L'exploitant indique être en train de créer une réserve d'eau pour mise en place d'un sprinklage. L'inspection demande que sous trois mois soit transmis le recensement des parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, b
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. (...)
Constats : L'inspection a constaté l'existence d'un plan d'intervention
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours et d'incendie.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'établissement répertorié qui appartient à un dossier tenu à disposition des services d'incendie et de secours. Ce dossier est en cours de révision pour intégrer les installations d'ammoniac et de produits chauds. L'inspection demande que le dossier mis à jour lui soit transmis sous trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Sûreté du matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2003, article 16.7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) A cet effet, l'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles et les matériels électriques à y installer et en dressera une carte qu'il tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Dans les zones définies ci-dessus, les matériels électriques doivent être conçus et entretenus pour fonctionner en atmosphère explosive. L'exploitant devra pouvoir justifier du choix de ces matériels. L'ensemble des installations électriques sera vérifié annuellement par un technicien. Les remarques soulevées lors de ce contrôle seront consignées dans un registre et feront l'objet de mesures correctives.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification électrique daté du 26 novembre 2021. Aucune non-conformité n'y était mentionnée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet